

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 00695

Numéro SIREN : 379 129 497

Nom ou dénomination : PRO IMPEC

Ce dépôt a été enregistré le 03/11/2020 sous le numéro de dépôt 13520

Certifiés conformes
Le Président
Pascal BOULANGER



SAS PRO IMPEC
1, rue Simon Volland
Parc d'Activité de la Cessoie
59130 LAMBERSART

COMPTES ANNUELS du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	11 794	11 794		7 066
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	450 581	366 775	83 807	117 591
	Fonds commercial (1)	4 409 570		4 409 570	4 409 570
	Autres immobilisations incorporelles	15 748 294	15 004	15 733 290	15 720 318
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 052 236	1 979 351	72 885	103 909
	Autres immobilisations corporelles	2 176 727	1 788 993	387 734	336 368
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes	1 398		1 398	23 057
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	511 469		511 469	782 244	
Créances rattachées à des participations	75 249		75 249	87 010	
Autres titres immobilisés	796		796	796	
Prêts	14 056		14 056	14 056	
Autres immobilisations financières	201 957		201 957	226 369	
TOTAL (II)		25 654 127	4 161 917	21 492 211	21 828 354
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	69 578		69 578	85 188
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés	14 279 212	1 184 173	13 095 040	17 075 662	
Autres créances	12 131 807		12 131 807	18 989 148	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	17 057		17 057	15 000	
DISPONIBILITES	4 524 924		4 524 924	1 038 595	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	218 878		218 878	136 321
	TOTAL (III)	31 241 456	1 184 173	30 057 283	37 339 915
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		56 895 584	5 346 090	51 549 494	59 168 269

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

216 013

240 425

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	300 000	300 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 446 421	1 446 421
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	30 000	30 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	6 564 951	6 408 216
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	4 514 909	156 736
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	12 856 281	8 341 373
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	655 974	708 582
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	655 974	708 582
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	16 277 743	20 876 038
	Emprunts et dettes financières divers	451 558	638 279
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 640 486	1 775 848
	Dettes fiscales et sociales	13 129 364	16 003 553
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	6 538 089	10 815 052	
	Produits constatés d'avance (1)		9 544
	Total des dettes	38 037 239	50 118 314
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	51 549 494	59 168 269
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	4 514 908,85	156 735,52
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	31 544 056	41 384 763
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	7 451 916	8 229 354

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

				31/12/2019	31/12/2018
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	65 117 430		65 117 430	64 351 200
	Montant net du chiffre d'affaires	65 117 430		65 117 430	64 351 200
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			8 445	5 096
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			2 362 225	1 798 673
	Autres produits			362	946
Total des produits d'exploitation (1)				67 488 461	66 155 915
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			3 199 544	3 286 126
	Variation de stock			15 610	(9 625)
	Autres achats et charges externes			6 336 196	6 042 664
	Impôts, taxes et versements assimilés			2 085 676	2 417 194
	Salaires et traitements			45 018 122	43 627 198
	Charges sociales du personnel			8 515 577	8 458 851
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			226 346	218 396
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			291 407	922 522	
Dotations aux provisions			655 974	673 582	
Autres charges			2 450	24 880	
Total des charges d'exploitation (2)				66 346 902	65 661 788
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 141 559	494 127

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2019	31/12/2018
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 141 559	494 127
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 049 30 240	91 247 9 301 23 243
	Total des produits financiers	37 289	123 791
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	372 575	412 401
	Total des charges financières	372 575	412 401
RESULTAT FINANCIER		(335 286)	(288 610)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		806 273	205 517
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	68 711 4 099 223	257 357 12 468
	Total des produits exceptionnels	4 167 934	269 825
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	227 628 261 669	305 812 32 002
	Total des charges exceptionnelles	489 297	337 814
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 678 636	(67 989)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(30 000)	(19 208)
TOTAL DES PRODUITS		71 693 683	66 549 532
TOTAL DES CHARGES		67 178 774	66 392 796
RESULTAT DE L'EXERCICE		4 514 909	156 736

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Etats financiers au 31/12/2019

ANNEXES

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.
Il a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2018 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat présente un total de 51 549 494 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 71 693 683 euros et un total charges de 67 178 774 euros, dégageant ainsi un résultat net de 4 514 909 euros.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019 ont été élaborés et présentés conformément aux règles de l'Autorité des Normes Comptables N° 2018-07 relatif au Plan Général Comptable, modifiant le règlement ANC 2014-03, approuvé par arrêté ministériel en date du 26 décembre 2018 et publié au journal officiel en date du 30 décembre 2018, ainsi qu'en application des articles L.123-12 à L.123-28 et R.123-172 à R.123-208 du Code de Commerce.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Un test de dépréciation des fonds de commerce inscrit à l'actif a été effectué. Lorsque la valeur globale des fonds de commerce est inférieure à la valeur calculée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur calculée est valorisée de la manière suivante : on multiplie le ratio moyen des dernières acquisitions par le chiffre d'affaires de l'exercice N de PRO IMPEC.

Le ratio moyen est calculé sur les dernières acquisitions en fonction des prix de vente par rapport au dernier chiffre d'affaires réalisé par les sociétés avant fusion.

En absence de plus-values latentes sur éléments corporels des sociétés fusionnées, les malis de confusion sont affectés aux fonds commerciaux, au sens de l'application du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2016 et figurent au poste "Autres immobilisations incorporelles".

La société s'est assurée de la valeur d'usage des éléments incorporels des fonds de commerce et malis techniques et a constaté l'absence de dépréciations à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Stocks et en cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valeur des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

ANNEXE- Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées pour leur valeur nominale.
Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Concernant les créances douteuses, nous avons étudié le ratio de créances douteuses de N-1 pour les créances de plus de 6 mois. La provision pour créances douteuses est calculée sur la base d'un ratio de 0.50% du CA pour 2019.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres éléments significatifs

Mention sur les TUP :

Il est à noter qu'au cours de l'exercice 2019, la société PRO IMPEC a absorbé par voie de Transmission Universelle de Patrimoine, une de ses filiales détenues à 100% courant 2019 :
- la société PRO COMPTAGE à Lambersart (59)

Les créances et les dettes de cette société ont été reprises dans les comptes de la société PRO IMPEC au 31/12/2019.

Les TUP sont régies par le régime de faveur et ont un effet rétroactif fiscal au 01/01/2019.

Engagements pris en matière de retraite :

Cette provision est déterminée pour les catégories ETAM et CADRES en calculant le montant de l'indemnité à laquelle il aurait droit dans l'hypothèse où il resterait dans l'entreprise jusqu'à son départ volontaire à la retraite. Cette provision n'est pas comptabilisée.

La probabilité de présence des autres catégories professionnelles est tellement faible, que le montant de l'indemnité n'est pas significative.

Autres informations :

1° Les résultats des SCCV au 31.12.2019, détenues par la société PRO IMPEC, ont été comptabilisés en date du 31.12.2019, il n'y a donc plus de retraitement fiscal sur ce point car cela a été traité comptablement.

2° Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite.

A ce jour, les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises sont difficilement prévisibles, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Par ailleurs, concernant notre entreprise, du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes, l'activité de la société est impactée durablement.

L'activité de la société est partiellement maintenue, si certains services n'étaient plus rendus ou produits n'étaient plus livrés par nos principaux prestataires, partenaires ou fournisseurs, cela pourrait conduire au ralentissement ou à l'arrêt de notre activité.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes annuels sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et venir impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020

ANNEXE- Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	20 794				9 000	11 794
Autres	20 603 653		12 972		8 180	20 608 446
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 624 448		12 972		17 180	20 620 240
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	2 013 217		39 225		206	2 052 236
Instal., agencement, aménagement divers	927 976		99 924			1 027 900
Matériel de transport	421 094		55 321		55 889	420 525
Matériel de bureau, mobilier	692 630		35 673			728 302
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	23 057				21 660	1 398
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 077 974		230 142		77 755	4 230 361
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	869 254		3 560		286 096	586 718
Autres titres immobilisés	796					796
Prêts et autres immobilisations financières	240 425		22 674		47 085	216 013
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 110 475		26 233		333 181	803 527
TOTAL	25 812 896		269 348		428 116	25 654 127

Aucune réévaluation a été réalisée sur les immobilisations

La société PRO IMPEC n'a pas pris de participation sur 2019

Les frais d'établissements concernent la société Axeclean pour 1 073€, la société Reflets pour 2 940€, la société Varnet pour 7780. Les frais de montage de l'emprunt obligataire pour 9000€ ont été sortis suite au remboursement de l'emprunt par anticipation.

Les autres immobilisations incorporelles se décomposent ainsi au 31/12/2019 :

- Logiciels pour 450 581€
- Fonds de commerce pour 4 409 570€
- Autres immobilisations incorporelles pour 15 004€
- Malis de fusion pour 15 735 322€

ANNEXE - Elément 6.03

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution			
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

--

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	4 409 570	
TOTAL	4 409 570	

L'application, au titre de l'exercice 2018, du nouveau règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2016, relatif à la définition du fonds commercial et à son évaluation, ne nécessite aucun changement, tant au niveau de la présentation des comptes qu'en ce qui concerne la dépréciation de ses postes à la clôture du présent exercice.

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	13 728	1 800	3 734	11 794
	Autres	356 174	28 036	2 432	381 779
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	369 903	29 836	6 166	393 573
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 909 307	70 044	1	1 979 351
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	676 792	69 625		746 417
	Matériel de transport	399 780	24 947	42 803	381 923
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	628 760	31 893		660 653
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 614 639	196 509	42 804	3 768 344	
TOTAL		3 984 542	226 346	48 970	4 161 917

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	708 582	655 974	708 582	655 974
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		708 582	655 974	708 582	655 974
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	2 112 324	291 407	1 219 558	1 184 173
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		2 112 324	291 407	1 219 558	1 184 173
TOTAL GENERAL		2 820 906	947 380	1 928 140	1 840 147
Dont dotations et reprises { <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 			947 380	1 928 140	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	75 249		75 249
	Prêts (1) (2)	14 056	14 056	
	Autres immobilisations financières	201 957	201 957	
	Clients douteux ou litigieux	1 155 043	1 155 043	
	Autres créances clients	13 124 169	13 124 169	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	9 568	9 568	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	242 351	242 351	
	Impôts sur les bénéfices	9 584 870	9 584 870	
	Taxes sur la valeur ajoutée	119 388	119 388	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	20 371	20 371	
	Débiteurs divers	2 155 259	2 155 259	
	Charges constatées d'avances	218 878	218 878	
	TOTAL DES CREANCES	26 921 159	26 845 910	75 249
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	7 451 916	7 451 916		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	8 825 827	2 332 644	6 493 183	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	451 558	451 558		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 640 486	1 640 486		
	Personnel et comptes rattachés	6 346 779	6 346 779		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 621 910	2 621 910		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	3 445 039	3 445 039		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	715 636	715 636		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	6 538 089	6 538 089		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
	TOTAL DES DETTES	38 037 239	31 544 056	6 493 183	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	53 800				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 861 709				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	227 706	125 049	102 657	82,09
Autres créances	151 385	173 691	(22 307)	-12,84
TOTAL	379 091	298 740	80 350	26,90

--

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance (avec détail)

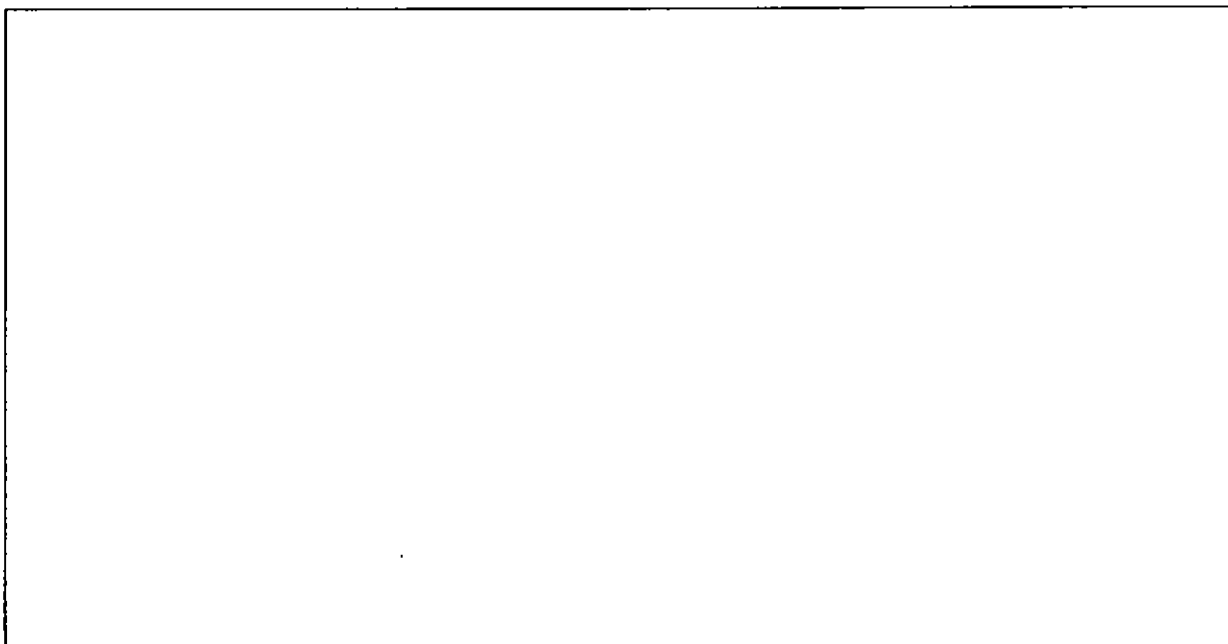
Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	218 878	136 321	82 557	60,56
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	218 878	136 321	82 557	60,56

Les charges constatées d'avances ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 193	58 585	(16 392)	-27,98
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	221 013	167 171	53 841	32,21
Dettes fiscales et sociales	5 161 807	6 711 170	(1 549 363)	-23,09
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	219 685	83 248	136 438	163,89
TOTAL	5 644 698	7 020 174	(1 375 476)	-19,59



ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2019
VALEUR D'ORIGINE				2 101 651		2 101 651
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs			937 519		937 519
	Redevances Exercice			466 434		466 434
	TOTAL			1 403 952		1 403 952
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus			402 617		402 617
	entre 1 et 5 ans			280 543		280 543
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			683 160		683 160
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans			14 538		14 538
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			14 538		14 538
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE				466 434		466 434

Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros

	31/12/2019	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements	69 578	85 188		15 610
TOTAL I	69 578	85 188		15 610
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				

ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	65 117 430		65 117 430
TOTAL	65 117 430		65 117 430

Le Chiffre d'Affaires est réalisé uniquement en France métropolitaine.

ANNEXE- Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		806 273		806 273
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		3 678 636		3 678 636
RESULTAT COMPTABLE		4 484 909		4 484 909

(1) après retraitements fiscaux.

ANNEXE - Elément 12

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2019

<p>Rémunérations des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance 	
--	--

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

ANNEXE - Eléments 13

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		47	
	Professions intermédiaires		76	
	Employés		49	
	Ouvriers		5 078	
	TOTAL		5 250	

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Nombre

Val. Nominale

Montant

		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		750,00	400,0000	300 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		750,00	400,0000	300 000,00

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2019
Capital social	300 000				300 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 446 421				1 446 421
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale	30 000				30 000
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	6 408 216	156 736			6 564 951
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	156 736	(156 736)		4 514 909	4 514 909
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	8 341 373			4 514 909	12 856 281

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 8 341 373

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 8 341 373

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 4 514 909

ANNEXE - Elément 15

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2019

	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
PRO DOMICILE	8 000	(124 096)	100,00	86 600	86 600
2. Participations (10 à 50 %)					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
PRO DOMICILE					
2. Participations (10 à 50 %)					
	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
			1 052 618	(5 058)	
B. Renseignements globaux					
	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital			12 006		
Capitaux propres			12 006		
Quote part détenue en pourcentage					
Valeur comptable des titres détenus - Brute			869		
Valeur comptable des titres détenus - Nette			869		
Prêts et avances consentis			70 010		
Montant des cautions et avals					
Chiffre d'affaires			2 223 309		
Résultat du dernier exercice clos			5 239		
Dividendes encaissés					

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties Cautions et cautions solidaires Nantissement de titres auprès de la banque Nantissement de compte titres financiers chez un tiers Garantie de paiement des loyers Garantie passif et complément de prix			
Engagements de crédit-bail Engagements de crédit-bail		697 698	
		697 698	
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnités de fin de carrière			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		697 698	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

La société Pro Impec fait l'objet de différentes garanties et cautions repris dans le tableau ci-dessus

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros

31/12/2019

Entreprises liées

Entreprises avec lesquelles
la société a un lien
de participation

	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Actif immobilisé		
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	511 469	
Créances rattachées à des participations	70 010	
Prêts et autres immobilisations financières		
Actif circulant		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	87	
Autres créances	20 371	
Capital souscrit appelé, non versé		
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits financiers		
Produits de participations	5 948	
Autres produits financiers	11 350	
Charges financières		
Charges financières	708	
Autres éléments		

PRO IMPEC
Société par actions simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : 1 rue Simon Volland
Parc d'Activité de la Cessoie, 59130 LAMBERSART
379 129 497 RCS LILLE METROPOLE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 09 SEPTEMBRE 2020

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 4 514 908,85 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 4 514 908,85 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 11 079 860 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 09 septembre 2020

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme

La Présidente

La société GROUPE PASCAL
BOULANGER



PRO IMPEC
Société par actions simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : 1 rue Simon Volland
Parc d'Activité de la Cessoie, 59130 LAMBERSART
379 129 497 RCS LILLE METROPOLE

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 09 SEPTEMBRE 2020

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Chers associés,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2019 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports du Commissaire aux Comptes.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2019, L'activité de notre société a été en 2019 en croissance sur l'ensemble des agences.

Le 27 février 2019, la société a cédé sa participation détenue dans la société SIGLA pour un prix de cession égal à 4 037 311 €.

Il est à noter en 2019, suite à la cession par le Groupe de la société SIGLA, l'intégration des équipes commerciales de Transaction au sein de notre société (précédemment salariés de la société SIGLA).

Monsieur Pascal BOULANGER a démissionné de son poste de Président, il a été remplacé par la société GROUPE PASCAL BOULANGER, le 1er mars 2019.

A cette même date, les directeurs généraux délégués ont démissionnés de leurs fonctions et n'ont pas été remplacés.

Nous avons, par le biais de transmission universelle de patrimoine, absorbé la société PRO COMPTAGE, avec effet rétroactif fiscal au 1er janvier 2019.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31 décembre 2019, date de clôture du dernier exercice, il est à noter que les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite.

A ce jour, les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises sont difficilement prévisibles, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Par ailleurs, concernant notre entreprise, du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes, l'activité de la société est impactée durablement.

L'activité de la société est partiellement maintenue, si certains services n'étaient plus rendus ou produits n'étaient plus livrés par nos principaux prestataires, partenaires ou fournisseurs, cela pourrait conduire au ralentissement ou à l'arrêt de notre activité.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes annuels sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et venir impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Notre société poursuit son développement.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Activité des filiales et participations

Vous trouverez dans le tableau annexé à notre bilan des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

Au 31 décembre 2019, notre société détient les participations suivantes :

12,50% de la SCCV EURALILLE,
10,00% de la SCCV VILLENEUVE D'ASCQ LANGEVIN,
100% de la société PRO DOMICILE,
400 actions du capital de la société PASCAL BOULANGER INVESTISSEMENTS,

70,00 % de la société PRO IMPEC – PRO SANTEA BELGIUM.

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-4, I du Code de commerce, nous vous communiquons les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2019 et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau annexé au présent rapport.

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le chiffre d'affaires s'est élevé à 65 117 430 euros contre 64 351 200 euros lors de l'exercice précédent.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 2 371 032 euros contre 1 804 715 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 3 215 154 euros contre 3 276 501 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 6 336 196 euros contre 6 042 664 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 2 085 676 euros contre 2 417 194 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 45 018 122 euros contre 43 627 198 euros lors de l'exercice précédent.

Le montant des charges sociales s'élève à 8 515 577 euros contre 8 458 851 euros pour l'exercice précédent..

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à 5 250 personnes contre 5 009 personnes à la clôture de l'exercice précédent.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 1 173 727 euros contre 1 814 500 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres charges s'élève à 2 450 euros contre 24 880 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 66 346 902 euros contre 65 661 788 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1 141 560 euros contre 494 127 euros lors de l'exercice précédent.

Compte tenu d'un résultat financier de -335 286 euros (-288 610 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 806 274 euros contre 205 517 euros pour l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de 3 678 636 euros contre -67 989 euros pour l'exercice précédent.

- d'un impôt sur les sociétés de -30 000 euros contre -19 208 euros pour l'exercice précédent,

le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 4 514 908,85 euros contre un bénéfice de 156 735,52 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2019, le total du bilan de la Société s'élevait à 51 549 494 euros contre 59 168 269 euros pour l'exercice précédent.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 4 514 908,85 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en totalité au compte "autres réserves".

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 12 856 281 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2016 :

150 000 €uros, soit 200 €uros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 100 000 €uros
dividendes non éligibles à l'abattement de 40 % : 50 000 €uros

Exercice clos le 31 décembre 2017 :

Néant

Exercice clos le 31 décembre 2018 :

Néant

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 dudit code qui s'élèvent à un montant global de 1 847 euros.

Tableau des résultats

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Observations du comité social et économique

Nous vous informons que le comité social et économique, régulièrement consulté sur les orientations stratégiques de l'entreprise, sa situation économique et financière, sa politique sociale, les conditions de travail et l'emploi a émis différents avis qu'il a transmis au Président, conformément aux dispositions des articles L. 2312-24 à L. 2312-27 du Code du travail.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à ce même article et conclues au cours de l'exercice écoulé.

Votre Commissaire aux Comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Nous vous précisons qu'aucun mandat de dirigeant n'est arrivé à expiration.

Rémunération de la Présidence

Nous vous proposons de statuer sur la rémunération de la Présidence.

Rémunération de la Directrice Générale

Nous vous proposons de statuer sur la rémunération de la Directrice Générale.

Renouvellement des mandats des Commissaires aux Comptes

Les mandats de la société ALTUS CONSEILS, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société FORTIN, Commissaire aux Comptes suppléante, arrivant à expiration à l'issue de la présente consultation, nous vous proposons de :

- renouveler la société ALTUS CONSEILS dans ses fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2025,

- prendre acte que la Société n'est plus tenue de procéder à la désignation d'un Commissaire aux Comptes suppléant, en application des dispositions de l'article L. 823-1, I, alinéa 2 du Code de commerce modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre Président et à votre Directeur Général quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

**Fait à LAMBERSART
Le 27 juillet 2020**

**La présidente
Pour la société GROUPE PASCAL
BOULANGER
M. Pascal BOULANGER**



**LES FACTURES RECUES ET EMISES NON REGLEES A LA DATE
DE CLOTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ECHU**

PRO IMPEC	Article D.441 I.-1° : Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.- 2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	25	X				189	914	X				4 156
Montant des factures concernées	3 084,42	35 808,42	14 532,81	405,73	37 352,47	88 099,43	957 723,07	1 869 314,92	554 563,61	325 091,18	730 466,22	3 479 435,93
Pourcentag e du montant total des achats	0,01	0,17	0,07	0,00	0,17	0,41	X					
Pourcentag e du chiffre d'affaires de l'exercice	X						0,55	1,08	0,32	0,19	0,42	2,01
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	73						2					
Montant total des factures exclues <i>(préciser : HT ou TTC)</i>	50 299,19						2 281,91					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - articles L. 441-6 ou article L. 443-1 du code du commerce)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : <i>(préciser)</i> <input type="checkbox"/> Délais légaux : <i>(préciser)</i>						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : <i>(préciser)</i> <input type="checkbox"/> Délais légaux : <i>(préciser)</i>					

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2019

PRO IMPEC

Société par Actions Simplifiée au capital de 300 000 Euros

*Siège social :
1, rue Simon Volland
Parc d'activité de la Cessoie
59130 LAMBERSART*

ALTUS CONSEILS
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de DOUAI
4 rue d'Isly BP 48 - 59006 LILLE Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRO IMPEC

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Aux associés de la société PRO IMPEC,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PRO IMPEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 24 août 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société PRO IMPEC à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La société apprécie l'opportunité de constituer des provisions pour dépréciation de ses immobilisations financières selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables - Immobilisations » de l'annexe. Au titre du présent exercice, aucune dépréciation sur la valeur des fonds commerciaux et des malis de fusion n'a été constatée à ce titre.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société PRO IMPEC, décrite dans les notes de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations et nous nous sommes assurés que la valeur actuelle de ses éléments étaient bien au moins égale à leur valeur comptable.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 24 août 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

LILLE, le 26 août 2020

SAS ALTUS CONSEILS
Commissaire aux Comptes



Valérie BLEUZÉ
Associée

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (1)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	11 794	11 794		7 066
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	450 581	366 775	83 807	117 591
	Fonds commercial (1)	4 409 570		4 409 570	4 409 570
	Autres immobilisations incorporelles	15 748 294	15 004	15 733 290	15 720 318
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 052 236	1 979 351	72 885	103 909
	Autres immobilisations corporelles	2 176 727	1 788 993	387 734	336 368
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes	1 398		1 398	23 057
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	511 469		511 469	782 244
Créances rattachées à des participations	75 249		75 249	87 010	
Autres titres immobilisés	796		796	796	
Prêts	14 056		14 056	14 056	
Autres immobilisations financières	201 957		201 957	226 369	
TOTAL (II)		25 654 127	4 161 917	21 492 211	21 828 354
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	69 578		69 578	85 188
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	14 279 212	1 184 173	13 095 040	17 075 662
	Autres créances	12 131 807		12 131 807	18 989 148
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	17 057		17 057	15 000	
DISPONIBILITES	4 524 924		4 524 924	1 038 595	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	218 878		218 878	136 321
	TOTAL (III)	31 241 456	1 184 173	30 057 283	37 339 915
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		56 895 584	5 346 090	51 549 494	59 168 269

(1) droit au bail

(2) droit immobilisations financières à moins d'un an

(3) créances à plus d'un an

216 013

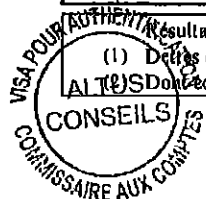
240 425



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	300 000	300 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 446 421	1 446 421
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	30 000	30 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	6 564 951	6 408 216
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	4 514 909	156 736
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total des capitaux propres		12 856 281	8 341 373
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques	655 974	708 582
	Provisions pour charges		
Total des provisions		655 974	708 582
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	16 277 743	20 876 038
	Emprunts et dettes financières divers	451 558	638 279
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 640 486	1 775 848
	Dettes fiscales et sociales	13 129 364	16 003 553
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	6 538 089	10 815 052	
Produits constatés d'avance (1)		9 544	
Total des dettes		38 037 239	50 118 314
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		51 549 494	59 168 269
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		4 514 908,85	156 735,52
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		31 544 056	41 384 763
(2) Concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		7 451 916	8 229 354



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	65 117 430		65 117 430	64 351 200
	Montant net du chiffre d'affaires	65 117 430		65 117 430	64 351 200
	Production stockée				
	Production immobilisée			8 445	5 096
	Subventions d'exploitation			2 362 225	1 798 673
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			362	946
	Autres produits				
Total des produits d'exploitation (1)				67 488 461	66 155 915
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			3 199 544	3 286 126
	Variation de stock			15 610	(9 625)
	Autres achats et charges externes			6 336 196	6 042 664
	Impôts, taxes et versements assimilés			2 085 676	2 417 194
	Salaires et traitements			45 018 122	43 627 198
	Charges sociales du personnel			8 515 577	8 458 851
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			226 346	218 396
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			291 407	922 522	
Dotations aux provisions			655 974	673 582	
Autres charges			2 450	24 880	
Total des charges d'exploitation (2)				66 346 902	65 661 788
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 141 559	494 127

Saisissez du texte ici



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		31/12/2019	31/12/2018
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 141 559	494 127
Opéra. com m.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 049 30 240	91 247 9 301 23 243
	Total des produits financiers	37 289	123 791
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	372 575	412 401
	Total des charges financières	372 575	412 401
RESULTAT FINANCIER		(335 286)	(288 610)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		806 273	205 517
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	68 711 4 099 223	257 357 12 468
	Total des produits exceptionnels	4 167 934	269 825
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	227 628 261 669	305 812 32 002
	Total des charges exceptionnelles	489 297	337 814
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 678 636	(67 989)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(30 000)	(19 208)
TOTAL DES PRODUITS		71 693 683	66 549 532
TOTAL DES CHARGES		67 178 774	66 392 796
RESULTAT DE L'EXERCICE		4 514 909	156 736
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Etats financiers au 31/12/2019

ANNEXES

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.
Il a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2018 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat présente un total de 51 549 494 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 71 693 683 euros et un total charges de 67 178 774 euros, dégagant ainsi un résultat net de 4 514 909 euros.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019 ont été élaborés et présentés conformément aux règles de l'Autorité des Normes Comptables N° 2018-07 relatif au Plan Général Comptable, modifiant le règlement ANC 2014-03, approuvé par arrêté ministériel en date du 26 décembre 2018 et publié au journal officiel en date du 30 décembre 2018, ainsi qu'en application des articles L.123-12 à L.123-28 et R.123-172 à R.123-208 du Code de Commerce.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

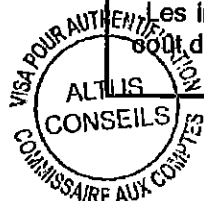
Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.



ANNEXE- Elément I

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Un test de dépréciation des fonds de commerce inscrit à l'actif a été effectué. Lorsque la valeur globale des fonds de commerce est inférieure à la valeur calculée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur calculée est valorisée de la manière suivante : on multiplie le ratio moyen des dernières acquisitions par le chiffre d'affaires de l'exercice N de PRO IMPEC.

Le ratio moyen est calculé sur les dernières acquisitions en fonction des prix de vente par rapport au dernier chiffre d'affaires réalisé par les sociétés avant fusion.

En absence de plus-values latentes sur éléments corporels des sociétés fusionnées, les malis de confusion sont affectés aux fonds commerciaux, au sens de l'application du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2016 et figurent au poste "Autres immobilisations incorporelles".

La société s'est assurée de la valeur d'usage des éléments incorporels des fonds de commerce et malis techniques et a constaté l'absence de dépréciations à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Stocks et en cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

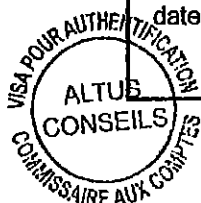
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les Intérêts sont toujours exclus de la valeur des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.



ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées pour leur valeur nominale.
Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Concernant les créances douteuses, nous avons étudié le ratio de créances douteuses de N-1 pour les créances de plus de 6 mois. La provision pour créances douteuses est calculée sur la base d'un ratio de 0.50% du CA pour 2019.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres éléments significatifs

Mention sur les TUP :

Il est à noter qu'au cours de l'exercice 2019, la société PRO IMPEC a absorbé par voie de Transmission Universelle de Patrimoine, une de ses filiales détenues à 100% courant 2019 :
- la société PRO COMPTAGE à Lambersart (59)

Les créances et les dettes de cette société ont été reprises dans les comptes de la société PRO IMPEC au 31/12/2019.

Les TUP sont régies par le régime de faveur et ont un effet rétroactif fiscal au 01/01/2019.

Engagements pris en matière de retraite :

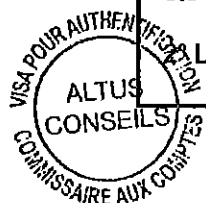
Cette provision est déterminée pour les catégories ETAM et CADRES en calculant le montant de l'indemnité à laquelle il aurait droit dans l'hypothèse où il resterait dans l'entreprise jusqu'à son départ volontaire à la retraite. Cette provision n'est pas comptabilisé.

La probabilité de présence des autres catégories professionnelles est tellement faible, que le montant de l'indemnité n'est pas significative.

Autres Informations :

1° Les résultats des SCCV au 31.12.2019, détenues par la société PRO IMPEC, ont été comptabilisé en date du 31.12.2019, il n'y a donc plus de retraitement fiscal sur ce point car cela a été traité comptablement.

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la



ANNEXE- Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite.

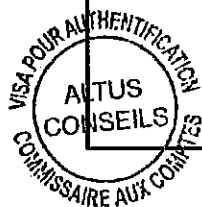
A ce jour, les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises sont difficilement prévisibles, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Par ailleurs, concernant notre entreprise, du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes, l'activité de la société est impactée durablement.

L'activité de la société est partiellement maintenue, si certains services n'étaient plus rendus ou produits n'étaient plus livrés par nos principaux prestataires, partenaires ou fournisseurs, cela pourrait conduire au ralentissement ou à l'arrêt de notre activité.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes annuels sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et venir impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020



ANNEXE- Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viri p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	20 794				9 000	11 794
	Autres	20 603 653		12 972		8 180	20 608 446
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 624 448		12 972		17 180	20 620 240
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 013 217		39 225		206	2 052 236
	Instal., agencement, aménagement divers	927 976		99 924			1 027 900
	Matériel de transport	421 094		55 321		55 889	420 525
	Matériel de bureau, mobilier	692 630		35 673			728 302
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	23 057				21 660	1 398	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 077 974		230 142		77 755	4 230 361	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	869 254		3 560		286 096	586 718
	Autres titres immobilisés	796					796
	Prêts et autres immobilisations financières	240 425		22 674		47 085	216 013
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 110 475		26 233		333 181	803 527	
TOTAL		25 812 896		269 348		428 116	25 654 127

Aucune réévaluation a été réalisée sur les immobilisations

La société PRO IMPEC n'a pas pris de participation sur 2019

Les frais d'établissements concernent la société Axeclean pour 1 073€, la société Reflets pour 2 940€, la société Varnet pour 7780. Les frais de montage de l'emprunt obligataire pour 9000€ ont été sortis suite au remboursement de l'emprunt par anticipation.

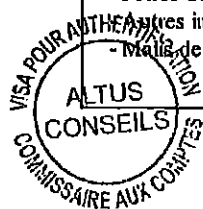
Les autres immobilisations incorporelles se décomposent ainsi au 31/12/2019 :

- Logiciels pour 450 581€

- Fonds de commerce pour 4 409 570€

- Autres immobilisations incorporelles pour 15 004€

- Frais de fusion pour 15 735 322€



ANNEXE - Elément 6.03

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution			
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			



ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	4 409 570	
TOTAL	4 409 570	

L'application, au titre de l'exercice 2018, du nouveau règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2016, relatif à la définition du fonds commercial et à son évaluation, ne nécessite aucun changement, tant au niveau de la présentation des comptes qu'en ce qui concerne la dépréciation de ses postes à la clôture du présent exercice.



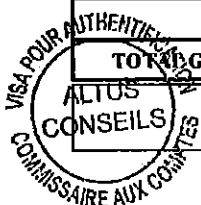
ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	13 728	1 800	3 734	11 794
	Autres	356 174	28 036	2 432	381 779
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	369 903	29 836	6 166	393 573
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 909 307	70 044	1	1 979 351
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	676 792	69 625		746 417
	Matériel de transport	399 780	24 947	42 803	381 923
	Matériel de bureau, mobilier	628 760	31 893		660 653
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 614 639	196 509	42 804	3 768 344	
TOTAL		3 984 542	226 346	48 970	4 161 917

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

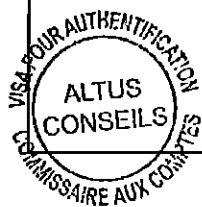


ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	708 582	655 974	708 582	655 974
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		708 582	655 974	708 582	655 974
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	2 112 324	291 407	1 219 558	1 184 173
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		2 112 324	291 407	1 219 558	1 184 173
TOTAL GENERAL		2 820 906	947 380	1 928 140	1 840 147
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			947 380	1 928 140	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.					



ANNEXE- Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	75 249		75 249
	Prêts (1) (2)	14 056	14 056	
	Autres immobilisations financières	201 957	201 957	
	Clients douteux ou litigieux	1 155 043	1 155 043	
	Autres créances clients	13 124 169	13 124 169	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	9 568	9 568	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	242 351	242 351	
	Impôts sur les bénéfices	9 584 870	9 584 870	
	Taxes sur la valeur ajoutée	119 388	119 388	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	20 371	20 371	
	Débiteurs divers	2 155 259	2 155 259	
	Charges constatées d'avances	218 878	218 878	
	TOTAL DES CREANCES	26 921 159	26 845 910	75 249
	(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

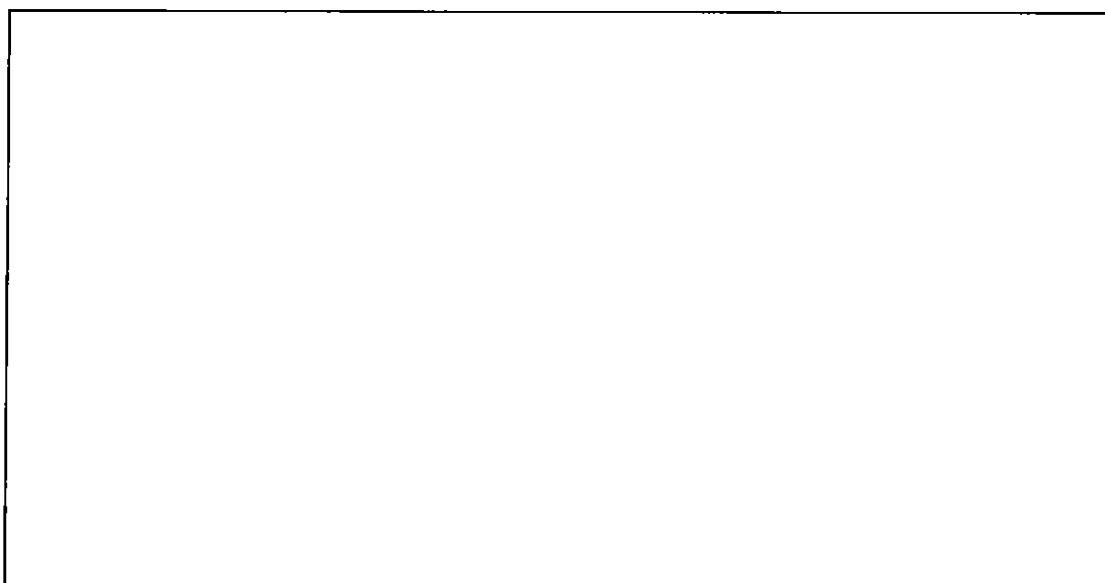
		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	7 451 916	7 451 916		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	8 825 827	2 332 644	6 493 183	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	451 558	451 558		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 640 486	1 640 486		
	Personnel et comptes rattachés	6 346 779	6 346 779		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 621 910	2 621 910		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	3 445 039	3 445 039		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	715 636	715 636		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	6 538 089	6 538 089		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES	38 037 239	31 544 056	6 493 183		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	53 800				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 861 709				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

VISA POUR AUTHENTIFICATION
 ALTUS
 CONSEILS
 COMMISSAIRE AUX COMPTES

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	227 706	125 049	102 657	82,09
Autres créances	151 385	173 691	(22 307)	-12,84
TOTAL	379 091	298 740	80 350	26,90



ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	218 878	136 321	82 557	60,56
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	218 878	136 321	82 557	60,56

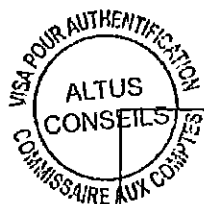
Les charges constatées d'avances ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



ANNEXE- Elément 6.11

Charges à payer (avec détail)

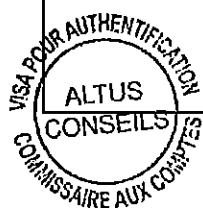
Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 193	58 585	(16 392)	-27,98
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	221 013	167 171	53 841	32,21
Dettes fiscales et sociales	5 161 807	6 711 170	(1 549 363)	-23,09
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	219 685	83 248	136 438	163,89
TOTAL	5 644 698	7 020 174	(1 375 476)	-19,59



ANNEXE - Elément 7

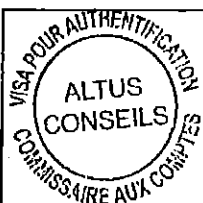
Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2019
VALEUR D'ORIGINE				2 101 651		2 101 651
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs			937 519		937 519
	Redevances Exercice			466 434		466 434
	TOTAL			1 403 952		1 403 952
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus			402 617		402 617
	entre 1 et 5 ans			280 543		280 543
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			683 160		683 160
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans			14 538		14 538
	à plus de 5 ans					
	TOTAL			14 538		14 538
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE				466 434		466 434



Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements	69 578	85 188		15 610
TOTAL I	69 578	85 188		15 610
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II+ Total III)				



ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	65 117 430		65 117 430
TOTAL	65 117 430		65 117 430

Le Chiffre d'Affaires est réalisé uniquement en France métropolitaine.

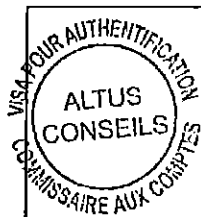


ANNEXE - Elément 6.18

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		806 273		806 273
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		3 678 636		3 678 636
RESULTAT COMPTABLE		4 484 909		4 484 909

(1) après retraitements fiscaux.



ANNEXE - Elément 12

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Rémunérations des membres :		
- des organes d'administration		
- des organes de direction		
- des organes de surveillance		

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

ANNEXE - Eléments 13

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		47	
	Professions intermédiaires		76	
	Employés		49	
	Ouvriers		5 078	
	TOTAL		5 250	

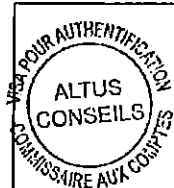
Saisissez du texte ici



ANNEXE- Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		750,00	400,0000	300 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		750,00	400,0000	300 000,00



Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 31/12/2018	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2019
Capital social	300 000				300 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 446 421				1 446 421
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	30 000				30 000
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	6 408 216	156 736			6 564 951
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	156 736	(156 736)		4 514 909	4 514 909
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	8 341 373			4 514 909	12 856 281

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

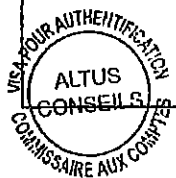
¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 8 341 373

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 8 341 373

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 4 514 909



ANNEXE- Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties Cautions et cautions solidaires Nantissement de titres auprès de la banque Nantissement de compte titres financiers chez un tiers Garantie de paiement des loyers Garantie passif et complément de prix			
Engagements de crédit-bail Engagements de crédit-bail		697 698	
		697 698	
Engagements en pensions, retraite et assimilés Indemnités de fin de carrière			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		697 698	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

La société Pro Impec fait l'objet de différentes garanties et cautions repris dans le tableau ci-dessus



Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Actif Immobilisé			
Avances et acomptes sur immobilisations			
Participations		511 469	
Créances rattachées à des participations		70 010	
Prêts et autres immobilisations financières			
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		87	
Autres créances		20 371	
Capital souscrit appelé, non versé			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits financiers			
Produits de participations		5 948	
Autres produits financiers		11 350	
Charges financières			
Charges financières		708	
Autres éléments			

